

Au Burundi, un « langage de l'horreur »

Les déclarations incendiaires du pouvoir menacent de faire ressurgir l'antagonisme entre Hutu et Tutsi

La voix est calme, étonnamment posée, presque enjouée lorsqu'il répond au téléphone. « Ça va plus ou moins bien », précise d'emblée « Michel » pour éviter toute méprise. « Appelez-moi Laurent, Michel, comme vous voulez, mais changez mon nom, car c'est trop risqué de parler en ce moment », requiert ce fonctionnaire avant de décrire la situation qui prévaut dans son quartier, bastion contestataire de Bujumbura, la capitale du Burundi. « Jeudi soir, j'ai quitté Cibitoke pour un quartier périphérique. Il y avait un flux de personnes qui partaient, raconte-t-il. Chacun tentait de prendre ce qu'il pouvait : un vélo, un matelas. Quand je suis revenu vendredi matin pour récupérer quelques affaires, ceux qui restaient avaient la peur dans leurs yeux. » « La veille, se souvient cet homme placide, il y avait trois corps qui jonchaient la route de Mutakura. »

Cette peur qui pousse des foyers de la capitale à quitter à la hâte leur domicile, sans trop savoir s'il existe encore un véritable refuge dans le pays, a pris une nouvelle dimension depuis l'ultimatum lancé lundi par le président Pierre Nkurunziza à la télévision nationale et dans les messages distillés ces derniers jours par des personnalités influentes du pouvoir. Le discours du chef de l'Etat burundais, dont la candidature et la réélection à un troisième mandat ont replongé depuis six mois le pays dans une grave crise politique, aurait pu laisser croire à une volonté d'apaisement. Au lendemain d'une confrontation, à une dizaine de kilomètres de la capitale, entre la police et un groupe armé qui pourrait constituer un embryon de rébellion, le président burundais avait proposé la tenue d'un dialogue national et une amnistie à tous ses opposants qui déposeraient les armes d'ici cinq jours. L'ultimatum a expiré samedi et M. Nkurunziza a déjà averti que la police est désormais autorisée à « user de tous les moyens » dans les quartiers qui refusent d'admettre la légitimité de son pouvoir. Les propos tenus par

d'autres figures du régime sont bien plus précis.

« Rhétorique incendiaire »

Enregistré à son insu, le président du Sénat, Révérien Ndikuriyo, ne s'est embarrassé d'aucune précaution devant des partisans réunis à la mairie de la capitale : « Vous devez pulvériser, vous devez exterminer ces gens qui ne sont bons qu'à mourir. Je vous donne cet ordre, allez-y ! Si vous entendez

le signal avec une consigne que ça doit se terminer, les émotions et les pleurs n'auront plus de place. (...) Attendez, le jour où l'on dira "travaillez", vous verrez la différence !

Les policiers se cachent actuellement pour se mettre à l'abri des grenades, mais vous allez voir la différence le jour où ils recevront le message pour travailler. »

« Travailler », le terme dans cette région des Grands Lacs renvoie instinctivement au génocide perpétré au Rwanda en 1994 lorsque les miliciens étaient encouragés à « bien travailler » pour décimer les populations tutsi et les opposants hutu. Au Burundi, contrairement aux précédentes, la crise actuelle s'est nouée sur des oppositions politiques mais le pouvoir affaibli, en voie d'isolement international, a progressivement tenté de faire resurgir les

antagonismes mortifères entre la majorité hutu et la minorité tutsi.

Le chef de la diplomatie, Alain-Aimé Nyamitwé, dément toute « dérive ethniciste », dit « comprendre les inquiétudes des partenaires du Burundi » mais les propos du ministre de la sécurité publique, Alain-Guillaume Bunyoni, le numéro deux du régime, sonnent comme un terrifiant avertissement : « Même si les forces de l'ordre échouaient, on a neuf millions de citoyens à qui il suffit de faire signe. En quelques minutes, ils seraient ici ! Qui survivrait alors parmi ceux qui n'accepteraient pas d'aller au même pas ? » Pour convaincre les hésitants, le président

du Sénat a, lui, sous-entendu que « des parcelles » de terres pourraient devenir « disponibles ».

L'accumulation de déclarations

sans ambiguïté, la répétition des assassinats ciblés ont suscité des inquiétudes internationales. La France a condamné « les discours de haine, dont la connotation communautaire est inacceptable ». Les Etats-Unis ont dénoncé « un langage de l'horreur que la région n'a plus connu depuis vingt ans » et « une rhétorique incendiaire du gouvernement ». L'Union africaine s'est alarmée de « la multiplication de déclarations » aux potentielles « conséquences dévastatrices ». Le Conseil de sécurité de l'ONU se réunira lundi, à la demande de Paris, « pour examiner la situation au Burundi ». Jusque-là, les injonctions extérieures et la médiation menée par la Communauté des Etats d'Afrique de l'Est n'ont rien donné.

« Exécutions sommaires »

Le Burundi a-t-il déjà replongé dans la guerre civile ? Le pouvoir ira-t-il au bout de ses menaces ? S'agit-il d'écraser par la force des « criminels armés » concentrés dans quelques quartiers de la capitale ou bien est-ce le prélude à « un génocide » comme le dénoncent des opposants ? Patrick (son nom a été changé à sa demande) ne sait quoi répondre. « On comprend qu'ils veulent faire peur à la population et à ceux qui les combattent, dit-il. Les seules choses sûres, c'est qu'il risque d'y avoir plus de violences contre les civils, plus d'exécutions sommaires et que l'on ne voit aucune solution à l'horizon. »

Vendredi après-midi, la dépouille d'un fils de Pierre-Claver Mbonimpa, le plus célèbre défenseur des droits de l'homme du pays, a été retrouvée sur une avenue de Mutakura. Welly Nzitonda avait été arrêté quelques heures plus tôt par la police. ■

CYRIL BENSIMON

« Vous devez pulvériser, exterminer ces gens qui ne sont bons qu'à mourir »

RÉVÉRIEN NDIKURIYO
président du Sénat